

## Trente ans après les accords d'Oslo : une perspective israélienne

Par **Itamar Rabinovich**

**Itamar Rabinovich** est universitaire et diplomate israélien. Il a notamment été ambassadeur aux États-Unis, négociateur en chef avec la Syrie et président de l'université de Tel-Aviv.

Traduit de l'anglais par Cadenza Academic Translations.

Les accords d'Oslo, signés en 1993, ont suscité de grands espoirs de paix au Proche-Orient. Trente ans plus tard, le bilan est amer. Le refus de certains compromis, la persistance du terrorisme et la poursuite de la colonisation ont conduit ce processus à une impasse. Les tenants de l'annexion de la Cisjordanie font partie du gouvernement israélien depuis la fin 2022, tandis que l'Autorité palestinienne est sclérosée. La situation paraît bloquée et lourde d'incertitudes.

**politique** étrangère

Les accords d'Oslo, signés en septembre 1993 sur la pelouse de la Maison-Blanche, représentent la tentative la plus ambitieuse et la plus importante de résoudre le conflit israélo-palestinien. Toutefois, l'émotion et l'excitation qui ont suivi cette première avancée ont rapidement cédé le pas à une évolution laborieuse, ardue et controversée<sup>1</sup>.

Partant de l'idée que le conflit était encore loin d'être résolu, les accords d'Oslo ont été pensés et conçus comme provisoires, pour une durée de cinq ans à l'issue de laquelle des négociations sur un statut permanent devaient être amorcées. Cette période transitoire devait aider les parties

1. Pour un compte rendu plus exhaustif du processus d'Oslo, voir : I. Rabinovich, *Middle Eastern Maze: Israel, the Arabs, and the Region, 1948-2022*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2023 ; D. Ross, *The Missing Peace: The Inside Story of the Fight for Middle East Peace*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005 ; M. Indyk, *Innocent Abroad: An Intimate Account of American Peace Diplomacy in the Middle East*, New York, Simon & Schuster, 2009 ; A. D. Miller, *The Much Too Promised Land: America's Elusive Search for Arab-Israeli Peace*, New York, Bantam Books, 2008 ; D. C. Kurtzer et S. B. Lasensky, *Negotiating Arab-Israeli Peace: American Leadership in the Middle East*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press, 2008.

à mettre derrière elles des décennies d'hostilité, de conflit actif et de diabolisation mutuelle, pour permettre les concessions réciproques nécessaires à tout accord sur le statut définitif. Au centre de l'accord se trouvaient la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), l'établissement d'une Autorité palestinienne autonome à Gaza et (à l'origine) dans une petite partie de la Cisjordanie, ainsi que la reconnaissance de Yasser Arafat, leader de l'OLP, comme président de l'Autorité palestinienne (AP). Arafat devait ainsi se transférer de Tunis à Gaza, avec ses troupes et son appareil sécuritaire. L'accord impliquait que l'OLP s'engage à ne plus commettre d'actes terroristes et à empêcher toute activité terroriste anti-israélienne dans les territoires qui se trouvaient sous son contrôle. Les accords initiaux ont été étoffés en 1994 par des accords de mise en œuvre et en septembre 1995 par les accords d'Oslo II, qui étendaient le contrôle de l'AP sur une partie plus large de la Cisjordanie (comprenant en fait la majorité des zones urbaines).

La signature des accords d'Oslo a représenté un événement majeur aux niveaux mondial et régional, générant à la fois beaucoup d'enthousiasme, une vive opposition et de nombreuses critiques. La communauté internationale, sous l'égide des États-Unis, s'est rassemblée pour soutenir le processus d'Oslo en encourageant un soutien financier à l'AP et en formant ses forces de sécurité. Dans certaines parties du monde arabe, la reconnaissance d'Israël par l'OLP a ouvert la voie à une normalisation des relations avec l'État juif.

Parmi les Palestiniens et dans une partie du monde arabe, ainsi qu'en Iran, les accords ont été perçus comme un acte de capitulation et un mauvais arrangement. Arafat a rencontré une opposition au sein même de l'OLP, mais la majorité de l'opposition palestinienne provenait de deux mouvements islamistes : le Hamas et le Jihad islamique palestinien. En Israël, la plus vive opposition venait du mouvement des colons et des partis de droite, qui concentraient leurs critiques sur plusieurs aspects des accords, mais surtout sur le fait que les territoires contrôlés par Israël à l'ouest du Jourdain soient divisés entre un État juif et un État arabe palestinien. Pour le mouvement des colons et ses soutiens orthodoxes et laïques, l'attachement à la terre était une valeur suprême relevant d'un droit religieux. Le partenariat entre les colons et le Likoud a créé une puissante force d'opposition au gouvernement, qui ne bénéficiait que d'une fragile majorité parlementaire.

### **De Madrid à Oslo**

Les accords d'Oslo ont été le premier produit (indirect) du processus de Madrid initié par l'administration Bush en 1991, qui cherchait à tirer profit

de la position de Washington après la chute de l'Union soviétique et la première guerre du Golfe pour résoudre le conflit arabo-israélien. Trois voies de négociations bilatérales étaient alors établies entre Israël d'un côté, et la Syrie, le Liban et une délégation conjointe jordano-palestinienne de l'autre. Le droit à une représentation autonome avait été refusé aux Palestiniens, en raison du soutien apporté par Yasser Arafat à Saddam Hussein et pour apaiser le Premier ministre israélien Yitzhak Shamir, qui refusait de négocier avec l'OLP.

Les premières négociations bilatérales, fin 1991 et début 1992, n'ont affiché que peu de progrès. Le changement est survenu au printemps 1992, lorsque le Parti travailliste mené par Yitzhak Rabin a remporté les législatives. Contrairement à Shamir, Rabin était déterminé à tirer parti du cadre de Madrid pour transformer les relations d'Israël avec ses voisins directs. Rabin critiquait le mouvement des colons et l'investissement massif des gouvernements du Likoud dans les projets de colonisation. L'Intifada palestinienne de décembre 1987 l'avait convaincu que la fin de deux décennies d'une « occupation indolore » était arrivée et que les ressources israéliennes devaient désormais être investies pour préparer le pays aux réalités du siècle à venir. Les véritables menaces pour Israël venaient de deux puissants ennemis orientaux : l'Iran et l'Irak. Pour y faire face, Israël devait apaiser ses relations avec ses voisins directs. Ne croyant pas en une négociation avec une coalition arabe, Yitzhak Rabin préférait des pourparlers bilatéraux. L'avancée pouvait se concrétiser avec la Syrie, ou les Palestiniens.

D'après Yitzhak Rabin, le processus de paix devait commencer par la signature d'un accord avec un seul partenaire arabe. Il était en effet persuadé que son gouvernement ne pouvait pas se permettre plus d'un accord avec d'importantes concessions, devant choisir de se confronter soit au lobby de la Cisjordanie soit à celui du Golan. Ne pouvant tenir sa promesse d'un accord d'autonomie dans les neuf mois après l'élection, Rabin a préféré conclure un premier traité avec la Syrie : le conflit israélo-syrien était plus simple que le conflit national avec les Palestiniens.

La Syrie était alors un État stable gouverné par un puissant leader. Hafez el-Assad était dur à la négociation, mais Israël savait d'expérience qu'il respectait les accords qu'il signait. Yasser Arafat était, lui, le leader non d'un État mais d'un mouvement et, pour Rabin, imprévisible et peu fiable. Le secrétaire d'État des États-Unis James Baker avait confié à Rabin que Hafez el-Assad était prêt à conclure un traité de paix similaire à celui conclu par Anouar el-Sadate à la fin des années 1970, et le Premier

ministre israélien avait demandé à son négociateur de confirmer l'information. Les négociations Israël/Palestiniens étaient menées par une délégation de notables de Cisjordanie et de Gaza, officiellement indépendants mais qui suivaient les instructions reçues depuis Tunis par fax ou téléphone. Au cours de la première année des négociations, aucune des deux voies n'a offert d'avancée. Les échanges avec la délégation palestinienne à Washington ne montraient aucun progrès ; et les discussions avec la Syrie étaient entravées par l'insistance d'Hafez el-Assad à demander qu'Israël s'engage au retrait total du Golan avant qu'il n'explique ce qu'il entendait par « paix ».

### Un canal de négociations officiel avec l'OLP s'est ouvert à Oslo

Au même moment, un canal de négociations officieux avec l'OLP était ouvert à Oslo par deux collaborateurs du ministre des Affaires étrangères adjoint Yossi Beilin, qui finit par en informer le ministre des Affaires étrangères Shimon Peres. Ce dernier en informa à son tour Yitzhak Rabin. Si Rabin et Peres étaient rivaux – le premier n'avait nommé le second aux Affaires étrangères que pour l'éloigner des négociations bilatérales du processus de Madrid et des relations israélo-américaines –, Yitzhak Rabin était néanmoins pragmatique. Lorsqu'il a compris que la voie d'Oslo avait quelque potentiel, il lui a donné son aval et l'a suivie de près. En mars 1993, Rabin transforme la voie officieuse d'Oslo en voie officielle, en autorisant le directeur général du ministère des Affaires étrangères Uri Savir à se joindre aux négociations. Joel Singer, avocat israélien travaillant à Washington et ancien du service juridique de Tsahal, se joint également à la délégation israélienne. Yitzhak Rabin savait qu'il négociait dans les faits avec l'OLP mais, puisque la délégation palestinienne aux pourparlers de Washington rendait compte à l'OLP, il était enclin à passer des négociations indirectes aux négociations directes. En août 1993, les accords d'Oslo étaient prêts à être signés par Shimon Peres et Abou Alaa, représentant les deux parties à l'ultime réunion.

Le fait n'est pas très connu mais, en août 1993, Rabin doutait des accords d'Oslo et a fait une dernière tentative pour encourager un progrès du côté de la Syrie. Il a fait part au secrétaire d'État américain Warren Christopher de sa volonté, hypothétique et conditionnelle, de se retirer totalement du Golan dans les cinq ans en échange d'une paix totale, de la normalisation des relations et d'un régime de sécurité satisfaisant. Cette proposition fut mal gérée par le secrétaire d'État qui rapporta une réponse décevante d'Hafez el-Assad. Yitzhak Rabin comprit alors qu'il n'avait d'autre choix que de poursuivre avec les accords d'Oslo et de fonder l'ensemble du processus de paix arabo-israélien sur le projet palestinien.

Au mois d'août, le projet d'accord est présenté à l'administration Clinton. Le président américain décide d'élargir la portée de l'événement en organisant la signature des accords sur la pelouse de la Maison-Blanche, avec Rabin, Arafat et lui-même sur une estrade.

Dans les mois qui suivent, des négociations doivent organiser la mise en œuvre des accords. Un traité est signé en mai 1994 au Caire stipulant, entre autres, que les négociations sur le statut permanent commenceront dans cinq ans. Yasser Arafat, ses assistants, ses troupes semi-militaires et ses forces de sécurité arrivent de Tunis. L'AP s'établit à Gaza et dans une petite zone autour de Jéricho, ville de Cisjordanie dans la vallée du Jourdain. Rapidement, de nouvelles négociations s'ouvrent sous la dénomination d'Oslo II, qui aboutissent en septembre 1995 et fixent la division de la Cisjordanie en zones A, B et C. La zone A, incluant la majeure partie des zones urbaines palestiniennes, relèverait de l'autorité civile et militaire palestinienne ; la zone B serait sous contrôle militaire israélien ; et la zone C, près de 70 % de la Cisjordanie, serait sous contrôle civil et militaire israélien.

À cette période, Israël commence à comprendre les bénéfices des accords d'Oslo. Tout d'abord, la Jordanie peut désormais signer son propre traité avec Israël et, en octobre 1994, devient le deuxième pays arabe à signer un traité de paix totale avec Israël. En outre, la reconnaissance d'Israël par le mouvement national palestinien permet de légitimer le pays aux yeux des autres gouvernements arabes. Des relations diplomatiques et semi-diplomatiques sont alors établies avec plusieurs États arabes et une conférence économique du Moyen-Orient – première d'une série de trois – se tient à Casablanca en 1991, rassemblant Israël et des pays arabes. De même, la position diplomatique d'Israël à l'international connaît une nette amélioration.

Les accords d'Oslo présentaient néanmoins une face plus sombre. Le défi le plus considérable était posé par le terrorisme. En février 1994, un acte terroriste israélien – le massacre du Caveau des Patriarches – est perpétré contre des Palestiniens par un colon, Baruch Goldstein, à Hébron. Surtout, une vague massive de terrorisme et d'attentats-suicides à la bombe est lancée par les opposants palestiniens au processus d'Oslo, poussant une large part de l'opinion israélienne à se retourner contre les accords. Une opposition politique aux accords et à l'idée même d'une partition formelle de la terre d'Israël à l'ouest du Jourdain prenait ainsi corps.

Yitzhak Rabin eut beaucoup de peine à faire adopter les accords d'Oslo II par la Knesset. D'énormes manifestations et perturbations secouèrent le pays, notamment dans le mois précédant la signature des accords. L'opposition était menée par une entente entre le Likoud, avec à sa tête Benjamin Netanyahu, et les colons et leurs rabbins, qui concentraient leur dénonciation des accords d'Oslo sur la personne de Yitzhak Rabin, ayant compris que ce dernier était le seul dirigeant avec la volonté et l'autorité pour poursuivre le processus. Les incitations à la haine contre Rabin devaient déboucher sur son assassinat le 4 novembre 1995.

Les deux principaux obstacles à la mise en œuvre des accords d'Oslo étaient le refus de Yasser Arafat de lutter réellement contre le terrorisme palestinien et la poursuite de la politique de colonisation d'Israël. Yasser

**La paix ne pouvait pas seulement être signée mais devait aussi être construite**

Arafat et son appareil sécuritaire connaissaient bien le Hamas et le Jihad islamique palestinien qui, avec le soutien de l'Iran et, dans une certaine mesure, de la Syrie, cherchaient à entraver le processus en organisant des attentats-suicides en Israël. Ces organisations terroristes rejetaient

la notion même d'une paix avec Israël fondée sur la souveraineté juive sur des territoires auparavant sous domination musulmane. Arafat refusait d'éradiquer ces groupes, sans doute pour les préserver dans l'éventualité d'un conflit futur avec Israël. De son côté, le gouvernement israélien continuait d'autoriser l'expansion coloniale, comme si la perspective d'une réelle séparation des deux peuples ne faisait pas partie de ses priorités. En réalité, les deux parties ont échoué à comprendre qu'on ne pouvait se contenter de signer la paix : encore fallait-il la construire.

Entre novembre 1995 et mai 1996, le processus d'Oslo est ainsi confronté à de nouvelles difficultés. L'assassinat de Rabin fait disparaître le seul dirigeant en mesure de faire avancer le processus et, potentiellement, de mener les négociations avec Arafat sur le statut permanent. Son successeur Shimon Peres a choisi de poursuivre le processus de paix non en cherchant à finaliser un accord sur le statut permanent, mais en essayant de conclure un traité avec la Syrie. L'échec de cette politique, l'engluement au Liban avec l'opération Raisins de la Colère et une nouvelle vague de terrorisme palestinien jouèrent en faveur de Benjamin Netanyahu, qui remporta les élections de mai 1996. Netanyahu s'engageait à respecter les accords d'Oslo, mais il était en réalité opposé au processus et à la perspective finale d'un État palestinien. Il a honoré l'engagement israélien de se retirer de certains quartiers de Hébron et accepté, avec les accords de Wye Plantation, de se retirer d'autres zones

représentant 13 % de la Cisjordanie. Cependant, au moment de son remplacement par Ehoud Barak en 1999, ces derniers accords n'avaient pas été exécutés.

On ne peut savoir si Yitzhak Rabin aurait été réélu en novembre 1996 et si, en ce cas, il aurait réussi à finaliser les accords sur le statut permanent avec Yasser Arafat. Yitzhak Rabin lui-même, dans son dernier discours au Parlement israélien d'octobre 1995, déclarait qu'il ne soutenait pas l'idée d'une entité palestinienne – c'est-à-dire moins qu'un État – : mais c'était sans doute là une posture de négociation. Désormais, c'est avec Ehoud Barak que Yasser Arafat devait tenter de négocier les accords sur le statut permanent.

### **L'évolution après Oslo**

Le conflit israélo-palestinien, les efforts pour le résoudre et les relations entre Israël et l'AP ont été façonnés ces deux dernières décennies par plusieurs tendances et évolutions. En juillet 2000, le sommet de Camp David II marquait la fin de la première phase du processus d'Oslo. La nouvelle phase « post-Oslo » est inaugurée entre juillet 2000 et janvier 2001 par Camp David II, la publication des paramètres Clinton et le sommet de Taba sur les relations israélo-palestiniennes.

À Camp David II, la priorité était la signature d'un accord sur le statut permanent. Les enjeux soulevés par ce statut – État, territoire et frontières, sécurité, Jérusalem, réfugiés (droit au retour des Palestiniens) – avaient soigneusement été évités à Oslo. La négociation s'est ouverte à Camp David, puis poursuivie par une série d'efforts tendant à un accord sur le statut permanent. Ehoud Barak avait inauguré son mandat en cherchant à conclure un accord avec la Syrie ; il s'est ensuite réorienté vers des négociations avec les Palestiniens qui ont débouché sur Camp David II, organisé par le président américain à sa demande. Yasser Arafat ne souhaitait pas négocier sur le statut permanent et s'est rendu à Camp David à reculons, cherchant en fait une échappatoire. Le déroulement du sommet lui-même est controversé, mais le fait est que Ehoud Barak y a fait une série de concessions qui, ensemble, revenaient à un retrait de 91 % du territoire de la Cisjordanie et devaient constituer le fondement d'un accord sur le statut permanent.

Après le départ de Yasser Arafat, Bill Clinton a publié ses paramètres, qui constituent les fondations les plus solides d'un éventuel accord israélo-palestinien sur le statut permanent : un État palestinien serait établi sur 96 % du territoire de la Cisjordanie et sur la totalité de la bande de

Gaza, un couloir reliant ces deux régions ; Israël annexerait ses colonies mais céderait en échange un territoire dans le Sud qui triplerait la taille de la bande de Gaza. L'État palestinien serait de fait démilitarisé. Israël abdiquerait sa souveraineté dans la vallée du Jourdain mais pourrait y maintenir ses troupes pendant trois ans, ainsi que des postes de surveillance. Jérusalem serait divisée suivant une logique communautaire : les quartiers arabes sous autorité palestinienne et les quartiers juifs sous autorité israélienne. Le mont du Temple serait placé sous autorité palestinienne et le mur des Lamentations sous autorité israélienne. Il n'y aurait pas de retour palestinien en Israël et le « droit au retour » des Palestiniens serait organisé à l'intérieur de l'État palestinien, avec des politiques de reconstruction et de repeuplement. La fin du conflit et la fin des revendications mutuelles seraient officiellement annoncées. Israël a accepté ces paramètres avec quelques réserves, tandis que Yasser Arafat exprimait des réserves sur presque tous les éléments, finissant, de fait, par les rejeter.

La présentation des paramètres Clinton fut suivie d'énormes négociations israélo-palestiniennes à Taba, en Égypte, mais surtout par le début de la Seconde Intifada. Contrairement à la première de 1987, cette dernière était en fait une guerre d'usure menée par l'AP contre Israël. Ce fut là une des périodes les plus difficiles de l'histoire d'Israël, qui a joué un rôle majeur pour convaincre l'opinion israélienne de s'opposer à la « solution à deux États ».

C'est Ariel Sharon, successeur d'Ehoud Barak début 2001, qui est sorti vainqueur de la Seconde Intifada, sortant Israël d'une grave crise. Ce succès lui a donné une position inhabituelle dans l'opinion, qui lui a autorisé un surprenant virage. Longtemps architecte majeur du projet de colonisation en Cisjordanie et à Gaza, Sharon décida qu'il était temps de mettre fin à l'occupation, ou du moins de la limiter, et initia sa nouvelle politique par le retrait de l'armée israélienne de Gaza, en y détruisant des colonies israéliennes et en rapatriant des colons en Israël. Ariel Sharon ne prévoyait pas d'agir de même en Cisjordanie, mais souhaitait se retirer de certaines parties de la région et a fini par démolir quatre colonies au nord de la Cisjordanie pour bien montrer ses intentions.

Sharon ne croyait pas à la négociation d'un accord sur le statut permanent avec les Palestiniens, mais au caractère déterminant des décisions israéliennes unilatérales. Son plan était de se retirer jusqu'à une ligne définie en Cisjordanie, mettant ainsi fin au contrôle israélien sur la majeure partie des populations locales, et d'attendre jusqu'à ce que la conclusion d'un accord sur le statut permanent soit possible. Mais, paralysé par une hémorragie cérébrale, Ariel Sharon devait être remplacé

par son adjoint Ehoud Olmert, qui s'est finalement présenté aux élections en misant sur un « plan de convergence » en Cisjordanie.

Ehoud Olmert a donc démarré des négociations sur le statut permanent avec le successeur de Yasser Arafat, Mahmoud Abbas (Abou Mazen), dans le cadre du processus d'Annapolis, à l'initiative de l'administration George W. Bush. Dans un discours de juin 2002, avant d'envahir l'Irak, le président américain avait souligné les fondements de la politique américaine pour la résolution du conflit israélo-palestinien. Si les Palestiniens remplaçaient leur dirigeant – Yasser Arafat –, établissaient de réelles institutions et cessaient d'avoir recours à la terreur, alors les États-Unis soutiendraient la création d'un État palestinien. Par la suite, l'administration Bush a organisé une nouvelle tentative pour résoudre le conflit israélo-palestinien avec une conférence pour la paix à Annapolis dans le Maryland, initiant le processus d'Annapolis.

Les négociations entre Ehoud Olmert et Abou Mazen avaient en réalité démarré avant la conférence d'Annapolis et se sont poursuivies après. Elles ont abouti en 2008, lorsqu'Ehoud Olmert a présenté à Abou Mazen un programme de paix global qui préconisait une solution à deux États, le retrait d'Israël de 94 % du territoire de la Cisjordanie, des échanges de territoires et un couloir reliant la Cisjordanie à la bande de Gaza. À la surprise d'Olmert (et à la stupéfaction de la secrétaire d'État Condoleezza Rice), Abou Mazen n'a pas répondu. Lorsqu'Ehoud Olmert a formulé cette offre, il se trouvait en fin de mandat et bientôt contraint de démissionner sous le coup de poursuites pénales. Son successeur au sein du parti, Tzipi Livni, n'est pas parvenu à former de coalition et le gouvernement suivant a été constitué par Benjamin Netanyahu.

Le retour au pouvoir de ce dernier a coïncidé avec l'arrivée de l'administration Obama. Ce dernier, avec sa secrétaire d'État Hillary Clinton, exerce alors une forte pression en faveur d'une solution à deux États. Face à cette pression, Netanyahu prononce le discours de Bar-Ilan dans lequel il accepte cette solution mais, en dépit d'une pression américaine constante, les négociations n'aboutissent pas.

Un nouvel effort est initié lors du second mandat de Barak Obama par son secrétaire d'État John Kerry. Le président américain renonce pourtant à y participer, laissant la place à son secrétaire d'État. Parallèlement aux négociations officielles, un canal officieux est établi à travers lequel les représentants de Netanyahu et d'Abou Mazen (l'intellectuel libanais Hussein Agha) poursuivent les pourparlers. Mais ces deux voies de négociation échouent.

Le dernier effort à ce jour a été initié par l'administration Trump. Le président américain avait nommé une équipe de trois personnes, constituée de son gendre Jared Kushner et de deux de ses avocats, David Friedman, son ambassadeur en Israël, et Jason Greenblatt. Ils prirent tous trois le temps de travailler avec Israël et les États arabes de la région, mais pas avec l'AP. Une série de mesures pro-israéliennes et anti-palestiniennes – telles que la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem et la fermeture de la mission palestinienne à Washington – poussent Abou Mazen et son peuple à considérer que Trump est hostile à la cause palestinienne.

L'équipe de Trump a ainsi proposé un plan dénotant une forte tendance pro-israélienne, rejeté par les Palestiniens et accepté avec quelques réserves par le gouvernement Netanyahu. Le Premier ministre israélien et ses partisans de droite plus radicaux s'opposaient à l'idée d'un État palestinien et aux échanges prévus par le plan Trump. Ce plan lui-même est resté lettre morte, mais il a en pratique été utilisé comme catalyseur des accords d'Abraham, qui ont normalisé les relations d'Israël avec les Émirats arabes unis et Bahreïn, et plus tard avec le Maroc et le Soudan<sup>2</sup>.

### La lassitude évidente du monde arabe concernant la question palestinienne

Cette évolution reflète deux changements importants. Le premier est la lassitude évidente du monde arabe sur la question palestinienne, au moins dans les élites politiques si ce n'est dans les opinions. Une même lassitude se ressent dans la minorité arabe d'Israël : pour la première fois, un parti arabe islamiste a rejoint la coalition gouvernementale, avançant qu'il était temps de veiller aux intérêts de sa communauté. Le second changement est le glissement vers la droite du système politique israélien, qui se manifeste par la croissance des partis annexionnistes et l'échec du centre-gauche israélien à encourager ouvertement la solution à deux États. Les dirigeants des partis centristes israéliens, tout en soutenant personnellement cette solution, se sont abstenus de l'inclure dans leurs propositions de campagnes, soupçonnant qu'elle n'était guère populaire parmi les Israéliens et espérant attirer les électeurs de la droite « douce » déçus par Benjamin Netanyahu.

2. Sur la politique de Donald Trump dans le cadre du conflit israélo-palestinien, voir : P. Baker et S. Glasser, *The Divider: Trump in the White House, 2017-2021*, New York, Doubleday, 2022 ; M. Haberman, *Confidence Man: The Making of Donald Trump and the Breaking of America*, New York, Penguin Press, 2022.

Ces évolutions ont culminé en novembre 2022 lorsque le bloc de droite – mené par Benjamin Netanyahu et le Likoud – a remporté de peu les législatives, avec 64 des 120 sièges que compte la Knesset. Ces élections étaient les cinquièmes depuis 2019, reflétant la crise profonde dans laquelle est plongé le système politique israélien. Au cœur de cette crise se trouve la position de Benjamin Netanyahu. Inculpé pour quatre chefs d'accusation, il est actuellement en plein procès mais reste Premier ministre. Les quatre élections précédentes n'ont pas permis de parvenir à un résultat clair. Pendant un an et demi, un gouvernement centriste et ses deux dirigeants, Naftali Bennett et Yaïr Lapid, ont essayé de guider le pays dans une autre direction mais leur fragile coalition a fini par être renversée par Netanyahu, qui est parvenu à faire converger dans un même camp partis et factions de droite – dont deux très controversés. Le clair résultat de ces dernières élections est la formation du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël. Le Likoud de Netanyahu est aujourd'hui dominé par des nationalistes qui s'opposent à la solution à deux États et deux de ses partenaires de coalition, Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir, sont des partisans actifs de l'annexion de la Cisjordanie. La déclaration la plus explicite de cette position est un essai publié par Smotrich en 2017 sous le titre de *Plan décisif*.

Ces développements israéliens vont de pair avec des évolutions négatives du côté palestinien. Depuis 2007, le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza, détient le pouvoir souverain *de facto* dans cette partie de la Palestine et, depuis Gaza et d'autres endroits – la Turquie, la Syrie, et avec le soutien de l'Iran –, essaie de renverser l'AP et de contrôler la Cisjordanie. Abou Mazen lui-même approche des 90 ans, son pouvoir et sa légitimité étant en déclin évident. L'AP est considérée par la majorité de la population de Cisjordanie, notamment la jeune génération, comme corrompue, incompétente et trop soumise à Israël. L'état d'esprit en Cisjordanie est sombre, en particulier chez les jeunes. Le soutien à la solution à deux États s'est évanoui et, si le *statu quo* se poursuit, on s'attend à ce que la réalité d'un seul État s'établisse à l'ouest du Jourdain. Ainsi, paradoxalement, l'extrême droite israélienne et la majeure partie de l'opinion palestinienne partagent-elles la même analyse.

\* \* \*

Dans cette perspective, l'initiative d'Oslo a échoué : elle n'est pas parvenue à trouver une solution au conflit israélo-palestinien. Mais l'échec n'est pas total. Il existe une Autorité palestinienne et une entité autonome à Gaza. La plupart des Palestiniens sont administrés, voire gouvernés, par leurs propres institutions. Peu d'Israéliens souhaiteraient retourner à Naplouse et à Ramallah en Cisjordanie, ou à Gaza, même s'ils critiquent les accords d'Oslo et l'idée de la solution à deux États. Bien qu'ils occupent actuellement des postes de ministres, les individus et partis qui encouragent en Israël l'annexion de la Cisjordanie représentent une faible minorité. L'opinion israélienne se préoccupe moins de la question palestinienne que de la menace sur la démocratie israélienne que constituent les éléments radicaux du gouvernement actuel. L'avenir de ce gouvernement et de la politique israélienne en général est incertain. Tout comme celui de la politique palestinienne lorsqu'il faudra choisir le successeur d'Abou Mazen. En outre, la région ne peut en ce moment attendre un réel soutien de la part de la communauté internationale, les dirigeants les plus importants, comme le président Joe Biden, étant préoccupés par d'autres problèmes et ne croyant guère dans le succès d'un nouvel effort de résolution du conflit israélo-palestinien.

Trente ans plus tard, il paraît évident qu'au nombre des défis et difficultés qui ont entravé le succès des accords d'Oslo figure d'abord la discordance entre un Israël désireux d'atteindre une résolution du conflit et une Palestine refusant cette résolution en supposant que le temps finira par jouer en sa faveur. Une fois un gouvernement israélien désireux de résoudre le conflit revenu au pouvoir, il sera judicieux de ne pas chercher à conclure un accord sur le statut permanent mais de prendre des décisions unilatérales qui changeront la posture et le contrôle israéliens sur la majeure partie de la population de Cisjordanie, afin de poser les fondations d'un futur accord bilatéral.



---

### Mots clés

Israël  
Palestine  
Accords d'Oslo  
Processus de paix

## Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



### TARIFS 2023

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
<b>Particuliers</b>	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
<b>Institutions</b>	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
<b>Étudiants**</b>	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
<b>Numéro récent (à partir de 2014)</b>	■ 23,00 €	.....	.....
<b>Numéro antérieur à 2014</b>	■ 20,00 €	.....	.....
<b>TOTAL DE MA COMMANDE</b>			..... €

### Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

### Adresse de livraison

Raison sociale : .....  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....  
Courriel : .....@.....

### Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_\_\_

Signature (obligatoire)

### Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com), sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>